

WARNING

BANGLADESHI GARMENT WORKERS NEED

- SAFE FACTORIES
- LIVING WAGES
- FREEDOM OF ASSOCIATION AND EXPRESSION



I FEEL SAFE
AND SECURE IN
THE FACTORY DUE
TO ACCORD WORK



Communiqué de presse, 31 janvier 2019

Manifestation devant l'ambassade du Bangladesh pour le respect des travailleur.euse.s de l'habillement

Plus de 50 personnes ont manifesté ce midi devant l'ambassade du Bangladesh à Bruxelles. Des manifestations similaires ont eu lieu dans 14 villes d'Europe, des Etats-Unis et à Hong Kong dans le cadre d'une Semaine internationale de solidarité avec les travailleur.euse.s de l'industrie de l'habillement du Bangladesh. Le pays connaît en effet une vague de violente répression visant principalement les militantes et militants syndicaux de l'industrie de l'habillement. Ils et elles réclament des bâtiments d'usines sûrs, des salaires décents et l'arrêt de la répression.

Les travailleur.euse.s ont besoin d'usines sûres

Depuis novembre 2018, l'Accord sur la sécurité des bâtiments d'usines est mis en péril par une procédure devant la Cour suprême du Bangladesh¹. L'Accord a été signé au lendemain de l'effondrement du Rana Plaza qui a tué plus de 1134 travailleur.euse.s le 24 avril 2013. Ses inspections et la mise en conformité des usines a permis de faire progresser radicalement la sécurité dans 1500 usines d'habillement dans le pays, améliorant grandement la sécurité au travail de millions de travailleur.euse.s. Les inspections de l'Accord ont permis d'identifier plus de 100 000 problèmes de sécurité incendie, électrique et structurelle dont la grande majorité a été rectifiée. Plus de 2 millions de travailleurs ont participé à des formations sur la sécurité dans plus de 1000 usines. Au terme d'un premier exercice de cinq ans, le gouvernement du Bangladesh n'a cependant eu de cesse d'affirmer que son propre programme d'inspection, la Cellule d'assainissement et de coordination (RCC), serait rapidement prêt à prendre le relais et que l'Accord ne serait autorisé à continuer son travail que de manière temporaire et transitoire, sous le contrôle du gouvernement. Plusieurs organisations internationales telles que l'Organisation internationale du travail ont cependant déclaré que la RCC n'a pas encore ni la capacité ni la volonté d'inspecter et de mettre en vigueur les mêmes niveaux de sécurité que l'Accord.

Pour Carole Crabbé, coordinatrice d'achACT, « Si nous voulons éviter un autre Rana Plaza, il faut que l'Accord soit autorisé à poursuivre ses opérations sans entraves au Bangladesh pour les trois prochaines années ou jusqu'au moment où le Gouvernement du Bangladesh est prêt à prendre la relève. Cela implique de développer un réel programme de transition permettant un travail d'inspection crédible et la participation des travailleurs ».

Salaires de misère et répression

En décembre dernier, des milliers de travailleur.euse.s sont descendu.e.s dans les rues après avoir reçu leur première fiche de paie où s'appliquaient les nouveaux niveaux de salaire. La récente révision salariale est en effet insatisfaisante et a des impacts très différents selon le niveau barémique des travailleur.euse.s. Certain.e.s ne bénéficient que de l'équivalent de quelques centimes d'euros de plus.² Cette hausse des salaires est intervenue à l'issue d'un long processus extrêmement problématique, dans lequel leur voix n'a pas été suffisamment représentée. En conséquence, la révision des salaires portant le salaire minimum à 8000 Takas (84 euros) ne représente que la

moitié de la demande conjointe des travailleur.euse.s, soit 16000 Takas (168 euros), elle-même en deçà de tout montant crédible d'un salaire minimum vital.

Selon Pierre Santacatterina, directeur d'OXFAM-Magasins du monde, « *le gouvernement du Bangladesh devrait fixer un salaire minimum qui permette un niveau de vie décent ou pour le moins qui rencontre la demande des travailleurs.* »

Les manifestations salariales pacifiques réunissant des milliers de travailleur.euse.s ont été violemment réprimées par la police usant de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes, tuant un travailleur et en blessant plus de cinquante autres. 5948 travailleur.euse.s ont été licencié.e.s par des directions d'usine pour leur participation aux manifestations. Au moins 45 personnes, y compris des représentants syndicaux, ont été arrêté.e.s et font maintenant l'objet d'accusations factices pouvant entraîner de lourdes peines de prison (jusqu'à la perpétuité). Cela s'ajoute aux nombreuses accusations contre les représentants des travailleur.euse.s qui sont toujours en suspens depuis les manifestations de 2016-2017 réclamant déjà des salaires plus élevés.

« *Les travailleurs doivent pouvoir exercer leur droit fondamental à manifester et à faire grève sans crainte de répression.* » affirme Robert Verteneuil, Président de la FGTB.

achACT et ses organisations membres appellent le gouvernement du Bangladesh à respecter les droits des travailleur.euse.s à se réunir et à manifester pacifiquement, à libérer tou.te.s les travailleur.euse.s et leurs représentants qui ont été arrêté.e.s et à abandonner les charges qui pèsent sur eux liées aux manifestations.

Un message fort et international

18 organisations ont adressé une lettre à l'Ambassadeur du Bangladesh à Bruxelles ou ont participé à l'action menée ce 31 janvier. Elles ont été rejointes par Agnès Jongerius, membres du Parlement Européen. En novembre 2018, le Parlement Européen a passé une Résolution appelant le Gouvernement du Bangladesh à agir d'urgence pour empêcher la détérioration rapide des droits humains des travailleurs de l'habillement dans ce pays. Cette Résolution adopte notamment une position ferme sur l'Accord pour la sécurité des bâtiments, appelant le gouvernement du Bangladesh à laisser se poursuivre les opérations de l'Accord de transition.

«*Si l'accord ne peut pas continuer son travail, cela signifie que les travailleurs ne seront plus protégés,* déclare Agnès Jongerius, Membre du Parlement Européen qui est à l'initiative d'une récente interpellation de la Commission européenne à ce sujet. *En tant que principal partenaire commercial du Bangladesh, l'Union européenne a donc le devoir de renforcer la pression exercée sur le gouvernement du Bangladesh afin que l'accord puisse faire son travail.* »

Au cours de cette Semaine internationale de solidarité avec les travailleurs de l'industrie de l'habillement au Bangladesh, des syndicats, des organisations de défense des droits des travailleurs, des femmes et des consommateurs ainsi que de nombreux activistes montrent qu'ils se soucient des droits fondamentaux des personnes qui cousent nos vêtements.

« *Les consommateurs belges sont de plus en plus sensibles à la qualité sociale de leurs vêtements. Ils ont le droit de savoir dans quelles conditions ils sont fabriqués* », déclare Julie Frère de Test Achats. Et Delphine Latawiec de la CNE d'ajouter « *Nos militants et militantes qui travaillent pour les marques et les enseignes d'habillement sont prêts à demander à leurs employeurs ce qu'ils mettent en œuvre pour éviter ou remédier aux éventuelles violations des droits humains à l'autre bout de la filière d'approvisionnement.* »

Des manifestations ont eu lieu ou auront lieu à Berlin, Londres, Genève, La Haye, Madrid, New York et Washington DC. Tandis que des lettres portant le même message ont été adressées aux représentations diplomatiques du Bangladesh à Edimbourg, Helsinki, Hong Kong, Milan, Oslo, et Stockholm. Les défenseurs des droits des travailleur.euse.s s'expriment aussi sur les réseaux sociaux. A Bruxelles, une délégation a été reçue par l'Ambassadeur mardi 29 janvier. Après un long et franc échange de vue, l'Ambassadeur Mohammed Shahdat Hossain s'est engagé à transmettre nos préoccupations à son Gouvernement.

Contact : Denis Clérin, achACT, denis@achact.be, 0491 36 68 35

Interview : Carole Crabbé, achACT, carole@achact.be, 0498 77 23 13

¹ Pour des informations sur l'Accord et sur la procédure devant la Cour Suprême voir <http://www.achact.be/news-info-303.htm>

² Pour plus d'information sur le nouveau salaire minimum et les manifestations voir <http://www.achact.be/news-info-305.htm>